

Originalité géopolitique du Maghreb

Des frontières très anciennes au sein d'un même ensemble culturel

YVES LACOSTE

SI LA GÉOPOLITIQUE est l'analyse des rivalités de pouvoirs sur des territoires et s'il faut tenir le plus grand compte des idées, des représentations partisans, que se font contradictoirement les protagonistes de tels conflits, la nation est, à mon sens, le concept géopolitique fondamental. Or l'idée de nation se fonde sur une combinaison de diverses données culturelles et principalement, dans la plupart des cas, sur une langue particulière.

En Europe et dans la plus grande partie de l'Asie, chaque nation considère que son territoire correspond peu ou prou à l'extension territoriale de sa langue, nonobstant les changements du tracé des frontières de l'État. En revanche, ce n'est pas le cas en Amérique pour les multiples États-nations qui ont une même langue – l'espagnol ou l'anglais – et pour les États du nord de l'Afrique et d'Asie occidentale dont la langue commune est l'arabe. Dans le cas du Moyen-Orient, on argue le plus souvent que les frontières qui séparent une demi-douzaine d'États arabes ont été tracées et imposées assez récemment, au lendemain de la Première Guerre mondiale, lors du dépeçage de l'empire ottoman par des puissances impérialistes, en l'occurrence l'Angleterre et la France. On s'interroge sur la « réalité » de nations syrienne, irakienne, jordanienne, libanaise,

palestinienne, saoudienne, tout en admettant que si perdure la division d'une même « nation arabe » si longtemps invoquée, cinquante ans après la fin des dominations coloniales, c'est principalement en raison des rivalités qui sont attisées entre les différents États et du litige israélo-arabe.

Dans le cas du Maghreb, il en est, à mon avis, tout autrement car on peut dire qu'entre le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, les frontières sont d'une ancienneté tout à fait exceptionnelle et que leur tracé ne résulte en rien de dominations étrangères. Ne correspondant, ni à des accidents naturels, ni à des contrastes culturels (et ceci me paraît essentiel), elles sont de beaucoup antérieures à l'installation de la domination ottomane au début du XVI^e siècle, sur l'Algérie et la Tunisie. C'est du moins le cas dans les régions septentrionales, où se trouve depuis toujours l'essentiel de la population.

Certes, dans la partie méridionale des États maghrébins, c'est-à-dire au Sahara, les frontières ont été tracées il y a moins d'un siècle et selon une procédure coloniale ; à noter que ce ne fut pas sous l'effet des classiques rivalités

impérialistes (sauf pour les frontières avec la Libye) comme on le dit souvent, mais par décision d'une même puissance coloniale. Ce sont les autorités françaises qui ont décidé de l'ampleur de l'arrière pays saharien attribué à chacune des diverses colonies d'Afrique du Nord ou d'Afrique noire, et surtout à l'Algérie par laquelle avait commencé la conquête.

Si l'on se borne à constater la longueur des frontières tracées au début du *xx*^e siècle par les autorités coloniales françaises, on peut conclure (comme le font les islamistes et les baathistes-unionistes arabes) que les limites des États maghrébins n'ont pas une origine très différente de celles des États arabes du Moyen-Orient : sur les quelques 5 800 km de frontières qui délimitent le territoire de l'Algérie (2 381 000 km²), 5 200 km ont été tracés par les Français ; sur les 2 700 km de frontières que compte le Maroc (avec le Sahara occidental), 2 400 km sont des limites coloniales ; proportion moindre pour la Tunisie où sur 1 400 km de frontières, 1 100 sont coloniales.

Cependant, quelle que soit aujourd'hui et quelle qu'ait été autrefois l'importance des étendues sahariennes pour les États maghrébins, ce n'est pas au Sahara, mais dans les régions plus septentrionales, que se sont progressivement constituées au cours de l'histoire une nation marocaine, une nation tunisienne et une nation que l'on appellera algérienne. Certes, ce sont les routes transsahariennes de l'or qui, du *viii*^e au *xiv*-*xv*^e siècles, ont fait l'importance de ces États du Maghreb dans cette « économie-monde », dirait Fernand Braudel, centrée au Moyen Âge sur le Moyen-Orient et la Méditerranée.

L'or ramassé dans de multiples petits gisements alluviaux au sud du Sahara et collecté à titre d'impôt par les agents de souverains africains était échangé contre le sel et diverses marchandises apportés par les caravanes venues du Maghreb. Celles-ci remontaient ensuite vers le nord, d'abord vers de grands souks d'échange

(comme Sijilmasa dans le sud marocain), et surtout vers des villes marchandes, comme Marrakech, Fès, Meknes, Tlemcen, Constantine, Tunis, Kairouan. Ces villes qui datent du Moyen Âge (Constantine est beaucoup plus ancienne), n'assuraient pas seulement le transit de l'or (en échange de multiples marchandises) vers le Moyen-Orient et l'Europe méditerranéenne ; elles constituaient des centres politiques à partir desquels se sont organisées des dynasties successives dans chacune des trois parties du Maghreb.

Les routes transsahariennes de l'or étaient essentielles pour les États maghrébins mais pour les contrôler, ils n'avaient guère la possibilité de délimiter des territoires au Sahara. Aux *ix*^e-*x*^e siècles, la route la plus importante passe par le Sahara central, à l'ouest et à l'est du Hoggar et fait l'importance d'abord du royaume de Tahert (Algérie centrale), puis de Kairouan, capitale des Aghlabides, puis de Mahdya, capitale des Fatimides (chiïtes) qui, forts de leur puissance grâce au contrôle des routes de l'or, se lanceront à la conquête de l'Égypte où ils fonderont Le Caire.

Au *xi*^e siècle, le trajet des routes de l'or se déplace vers l'ouest, et les nomades sahariens que sont les Almoravides prennent le contrôle des routes du Sahara occidental ; ils fondent Marrakech en 1066 et le premier grand État marocain. Leur succèdent, au *xii*^e siècle, les Almohades, montagnards du Haut-Atlas, qui, après avoir pris la maîtrise des routes de l'or, réalisent l'unité de tout le Maghreb et de l'Andalousie musulmane.

C'est à partir du *xiii*^e siècle, après la dislocation de l'empire almohade, que s'établissent au nord du Sahara les frontières qui sont encore celles des trois États du Maghreb, dans leur partie septentrionale. La dynastie mérinide qui, au Maroc, succède aux Almohades, rivalise longtemps avec celle de Tlemcen et, entre leurs deux territoires, la limite s'établit finalement au milieu des hautes plaines, sur un tracé qui,

au XVII^e siècle, deviendra celui de la limite occidentale de l'empire ottoman. C'est la frontière que reprendront au XIX^e siècle les colonisateurs français de l'Algérie. Vers l'Est, la frontière de la dynastie hafside qui règne à Tunis du XIII^e siècle au XVI^e siècle, sera reprise pour séparer la « régence » d'Alger de celle de Tunis, et cette frontière sera confirmée au XIX^e siècle par les autorités françaises.

En vérité, les frontières de l'actuelle Tunisie sont d'une ancienneté tout à fait extraordinaire : ce sont sans doute les plus anciennes du monde. Elles correspondent en fait aux limites orientales de l'aire d'influence terrestre de Carthage (à partir du VI^e siècle avant J.-C.), puis de façon encore plus précise après la chute de Carthage (en - 146), à celle de la romaine Provincia Africa avec la Numidie, elle aussi sous domination romaine. L'appellation « Africa » appliquée initialement aux territoires carthaginois, avant de se propager à l'ensemble du continent dit africain à partir du XIV^e siècle, devait, pour les Arabes, se perpétuer dans son sens premier d'Ifrikiya, l'actuelle Tunisie. Le tracé des frontières carthaginoises, puis romaines et byzantines de celle-ci devait réapparaître, au VIII^e-IX^e siècles, avec le royaume aghlabide de Kairouan au X^e-XI^e siècles, puis sous les Fatimides lors de la rupture entre leurs lieutenants zirides et hammadides, puis après la période de l'unification almohade, avec les limites de l'État hafside, celles que devaient reprendre les Turcs puis enfin les Français.

Au total, une frontière actuelle qui existe de façon plus ou moins continue depuis 2 600 ans ! En comparaison, la frontière orientale du Maroc, établie depuis le XIII^e siècle, a une ancienneté beaucoup moins grande mais bien peu d'États au monde ont la même frontière depuis sept siècles. L'ancienneté de ces frontières est d'autant plus étonnante qu'elles ne correspondent à aucun accident naturel et que le Maghreb, où elles sont tracées, forme depuis neuf siècles (depuis la disparition du

chiisme en Ifrikiya) un ensemble culturel – notamment religieux – homogène, en dépit de sa relative diversité linguistique. Il importe d'essayer d'expliquer cette étonnante stabilité des frontières au Maghreb et, pour cela, d'examiner les caractéristiques culturelles de cette partie du monde arabe.

À la différence des pays de l'Orient arabe, le Machrek, où rivalisent encore divers rites et conceptions de l'Islam, et où surtout s'opposent des minorités chiites aux orthodoxes sunnites, le Maghreb se caractérise depuis neuf siècles (depuis la fin des Fatimides d'Ifrikiya) par une très grande homogénéité religieuse : quelques petits noyaux ibadites au Mzab et à Djerba ne suffisent pas à écorner le monopole de l'Islam sunnite et de rite malékite. En revanche, grâce à la prépondérance de l'arabe, le Machrek est absolument homogène du point de vue linguistique, alors que le Maghreb se caractérise par d'importantes survivances des parlers berbères.

Certes, on peut aujourd'hui encore distinguer dans cet ensemble largement arabisé des régions qui sont encore berbérophones, comme la Grande-Kabylie et l'Aurès en Algérie, ou la plupart des montagnes et hautes terres marocaines. La langue berbère était encore très largement répandue au XIX^e siècle, sauf en Tunisie dont l'arabisation est ancienne. Mais, même dans le cas tunisien, les différents aspects de la culture berbère, aussi bien dans le domaine alimentaire (le fameux couscous) que vestimentaire (le non moins fameux burnous), ou dans celui de la littérature orale – forment le fondement culturel de l'ensemble du Maghreb.

Dans leur quasi-totalité, les « Arabes », au sens de ceux qui parlent l'arabe, sont en fait au Maghreb des Berbères plus ou moins arabisés, et non pas des Arabes venus d'Arabie. Les « invasions arabes » du XI^e siècle sont un mythe (développé par certains historiens arabes ou

français) et les quelques tribus qui sont effectivement venues du Moyen-Orient se sont d'autant plus mêlées au peuplement arabo-berbère maghrébin qu'elles n'y furent guère conquérantes.

Dans la longue histoire des multiples conflits au Maghreb, aucune période depuis la diffusion de l'Islam n'a vu s'affronter des États berbères à des États arabes ou arabisés. En effet, le berbère étant resté une langue non-écrite, toute nouvelle dynastie doit se doter d'un appareil d'État avec des lettrés qui, bien évidemment, écrivent l'arabe. Leur rôle s'ajoute à celui des docteurs de la loi musulmane (les *oulama*) qui s'expriment en arabe, et à celui des négociants des grandes villes qui usent de l'arabe pour leurs relations de commerce avec l'ensemble du monde arabe. Mais toute nouvelle dynastie – pour vaincre celle qui l'a précédée et prendre le contrôle de la grande ville marchande qui est aussi la capitale – doit s'appuyer sur le potentiel guerrier que forme un groupe de tribus du « bled », de la montagne ou des steppes, c'est-à-dire sur des tribus encore peu arabisées et qui continuent de parler berbère. Chaque nouvelle dynastie constitue donc un appareil d'État arabo-berbère : berbère pour sa base guerrière et arabe pour les fonctions d'encadrement intellectuelles et commerçantes.

Ibn Khaldoun, le grand historien maghrébin du XIV^e siècle, a bien montré pour le Moyen Âge le processus de formation et de succession des dynasties au Maghreb, par le jeu politique de tribus, dans une société non-féodale où tout homme a ses armes, son cheval, et appartient à une organisation guerrière, sa tribu. Chaque dynastie correspond à une tribu devenue royale après être parvenue à chasser la précédente et à s'emparer de la grande ville, grâce au soutien d'autres tribus auxquelles il faudra ensuite distribuer des bénéfices du pouvoir. Mais au bout d'une ou deux générations, la tribu royale (comme les tribus qui lui sont alliées) perdent leurs vertus guerrières, alors que se dévelop-

pent en leur sein les rivalités familiales dans la répartition des prérogatives et des richesses. Cette décadence de la dynastie et des tribus qui la soutenaient permettra à d'autres tribus du bled de s'organiser en un appareil rival qui parviendra à l'emporter et à fonder une nouvelle dynastie et s'emparer de la capitale, avant que le déclin ne l'affaiblisse à son tour, et ainsi de suite.

Au premier abord, ce schéma khaldounien n'a pas grand rapport avec la question de la stabilité des frontières au Maghreb, et le grand historien s'en est d'autant moins soucié qu'il était partisan de l'unification politique de cette partie du monde arabe sous le contrôle d'une grande dynastie, du genre de celle des Almohades. Cette aspiration à l'unité du Maghreb était d'autant plus légitime pour Ibn Khaldoun qu'il était bien placé pour savoir que les membres de l'élite intellectuelle, dont il faisait partie, allaient aisément d'une capitale à l'autre et passaient successivement au service des différents États maghrébins. Il n'en reste pas moins que, somme toute, les phases d'unification ont été courtes et que la division du Maghreb en trois ensembles aux frontières stables est, sur les temps longs, une caractéristique singulière et permanente.

Les grandes villes marchandes et centres politiques forment aussi des éléments très stables de la géographie historique du Maghreb. À l'exception d'Alger, nid de corsaires, dont l'essor est très tardif puisqu'il débute au XVI^e siècle avec la domination turque, les autres grandes villes : Marrakech, Meknes, Fès, Tlemcen, Kairouan et Tunis datent du développement des routes transsahariennes de l'or au Moyen Âge, qui a aussi profité au très ancien centre qu'est Constantine. Sur ces routes par où s'achemine le métal précieux qui fait fonctionner une économie-monde, ces villes sont des points de transit majeurs et leur contrôle, par les forces politiques des contrées traversées, constitue

une source de richesse et un enjeu primordial. Mais pour s'en emparer et les conserver, il faut disposer de l'appui de ces forces guerrières que sont les tribus du « bled », et celles-ci font payer leur soutien à celle qui est parvenue à fonder une dynastie et à prendre le contrôle de la ville, par où passent les flux de l'économie-monde.

Ainsi, à la différence de l'Europe et de bien des pays, où le centre politique prélève des richesses sur les campagnes, le Maghreb s'est longtemps caractérisé par un rapport inverse : la dynastie centrée sur la ville-étape des routes de l'or distribuant aux tribus qui la soutiennent des richesses que procure le commerce international. Cette distribution de richesse s'effectue périodiquement. En effet, si la polygamie du souverain musulman est un moyen commode de consolider des alliances en prenant femme dans un certain nombre de ces tribus, la mort de chaque souverain ouvre une crise de succession entre des prétendants que sont ses fils, demi-frères de mères différentes et qui, moyennant des promesses, vont chacun chercher le soutien de leur tribu maternelle. Le fait que le souverain musulman doive être en principe choisi et intronisé par les docteurs de la loi renforce encore la compétition entre les prétendants et les avantages qu'en retirent les différentes tribus alliées de la dynastie.

Ceci explique que, dans un rayon plus ou moins vaste autour de chaque grande ville-capitale, se disposent les tribus, tout à la fois alliées et créancières en quelque sorte de la dynastie (celles qui constituent son « *maghzen* »). Lorsque celle-ci s'effondre, minée par les rivalités internes, le relais est parfois pris par une des tribus alliées, ou par un nouveau groupe de tribus situées jusque là en périphérie de l'État, qu'il s'agisse des montagnes ou des steppes. Alors que les dynasties changent, les capitales, grandes villes marchandes, se maintiennent. Au Maroc, la pluralité des villes – capitales ne signifie pas l'existence de plusieurs États rivaux mais d'un jeu de rivali-

tés et d'associations entre elles, particulièrement efficace dans les luttes entre prétendants d'une même dynastie. Ces capitales-relais ne se trouvent guère en Tunisie, sans doute en raison d'une taille de l'État beaucoup moins vaste qu'au Maroc.

Les aires d'influence urbaine où se disposent les tribus qui participent aux profits distribués par le souverain à partir de la capitale, sont sans doute un facteur d'explication de la stabilité des frontières au Maghreb, puisque les centres urbains se sont maintenus au fur et à mesure des changements de dynastie. Cette stabilité des villes est d'autant plus remarquable qu'elle a perduré après le Moyen Âge, c'est-à-dire après que les routes de l'or aient cessé de passer par le Sahara occidental et le Maghreb. En effet, à partir des XIV^e-XV^e siècles, elles empruntèrent la vallée du Nil, enfin ouverte par les Mamelouks d'Égypte qui refoulèrent vers l'Éthiopie les royaumes chrétiens de Nubie, qui avaient longtemps constitué un obstacle.

Ce détournement des routes de l'or, qui amorça pour les Européens la phase des « grandes découvertes », eut pour les États du Maghreb de graves conséquences. Il les priva d'une grande partie de leurs ressources et les fragilisa face aux tentatives des rois d'Espagne de poursuivre la « *reconquista* » chrétienne au sud de la Méditerranée. Ceci entraîna pour le Maghreb central et la Tunisie l'appel à la protection de l'empire ottoman qui ne parvint pourtant pas à s'imposer au Maroc. Faute de pouvoir prélever comme autrefois sur les flux de l'économie-monde, pour payer le concours des grandes tribus, les appareils d'État en furent réduits à abandonner à celles-ci le montant des impôts qu'elles avaient le privilège de lever sur les groupes tribaux les plus faibles. Mais au Maroc, notamment, les tribus « *maghzen* » continuèrent de se disposer autour des capitales pour tirer profit des crises dynastiques.

À Joël Bonnemaison, *le Voyage inachevé...*

L'organisation de l'espace maghrébin telle qu'elle s'était établie au Moyen Âge durant les siècles d'or, avec son réseau de grandes villes et ses frontières stables, était sans doute d'une très grande force, puisqu'elle a perduré cinq siècles après la fin de cette économie-monde centrée sur le Moyen-Orient et la découverte en Amérique d'autres sources de métaux

précieux. C'est dans ce cadre spatial, où les échanges d'antan ont favorisé l'unification culturelle, que se sont progressivement développées, autre phénomène culturel, des nations marocaine et tunisienne, puis algérienne, dans des cadres territoriaux stables hérités d'un grand passé.

